

## Résumé du webinaire du Comité exécutif des Grands Lacs

Le 23 juin 2020

### MOT D'OUVERTURE DES COPRÉSIDENTS

Le coprésident américain du Comité exécutif des Grands Lacs (CEGL), M. Chris Korleski (Environmental Protection Agency [EPA] des États-Unis) ouvre la séance en présentant M. Kurt Thiede, administrateur régional de la région 5 de l'EPA et chargé de programme du Great Lakes National Program (programme national des Grands Lacs) des États-Unis.

Kurt remercie les membres du CEGL pour leur travail collectif visant la protection des Grands Lacs. Il fait aussi part de quelques-unes des récentes réalisations de l'EPA relativement aux Grands Lacs, en soulignant que le soutien bipartite du Congrès pour l'initiative de restauration des Grands Lacs (Great Lakes Restoration Initiative, GLRI) a été le principal vecteur d'une grande partie de ce travail. Depuis 2010, l'initiative américaine de restauration des Grands Lacs a permis de financer plus de 5 300 projets. Les nouvelles activités comprendront l'accélération du nettoyage et de la remise en état des secteurs préoccupants, le financement de la recherche et du développement relatifs aux systèmes de traitement des eaux de ballast, le soutien des activités des États visant à réduire les charges excessives en éléments nutritifs, la remise en état des habitats, la lutte contre les espèces envahissantes et la prévention connexe et l'appui au nouveau programme *Trash-Free Waters* des Grands Lacs. Kurt mentionne également le rétablissement du Conseil consultatif des Grands Lacs, chargé de fournir des conseils et des recommandations sur les questions liées à l'initiative de restauration des Grands Lacs et à la mise en œuvre américaine de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (AQEGL ou Accord). Il conclut en disant qu'il se réjouit de la poursuite du partenariat avec le Canada afin de s'assurer que les Grands Lacs restent une ressource importante pour les deux nations sur le plan environnemental et économique.

Chris commente ensuite brièvement les répercussions de la COVID-19 sur les opérations gouvernementales, y compris certaines répercussions et retards observés cet été. Cependant, il fait remarquer que les organismes tentent de protéger les employés et de réduire les risques autant que possible et que les organismes membres du CEGL sont toujours bel et bien à l'œuvre. Chris fournit quelques directives supplémentaires d'ordre logistique pour réduire le bruit de fond au téléphone, avant de céder la parole au coprésident canadien Michael Goffin (Environnement et Changement climatique Canada, ECCC).

Michael reconnaît les difficultés auxquelles nous avons tous été confrontés dans le cadre de nos propres situations personnelles, familiales et professionnelles, et remercie les participants de leur présence à la réunion du CEGL. Il remercie également les coresponsables des annexes de l'AQEGL et les membres des sous-comités des annexes pour la poursuite des travaux de l'Accord en ces temps difficiles, y compris la publication récente du rapport État des Grands Lacs 2019 – Faits saillants, et prend note des efforts déployés par les sous-comités des annexes (plus de détails sont fournis dans le cahier d'information de la réunion du CEGL). Michael conclut son mot d'ouverture en disant qu'il a bien hâte à une future

réunion du CEGL en personne, car les réunions en personne favorisent l'établissement de relations, la collaboration, la coopération et l'apprentissage.

*La liste des personnes présentes à la réunion figure à l'annexe A.*

## **POINTS À L'ORDRE DU JOUR**

M. Chris Korleski fait le point sur les mesures de suivi ci-dessous de décembre 2019 :

- Le Secrétariat a partagé la liste actuelle des membres et des observateurs du CEGL et des membres participant aux sous-comités des annexes et a demandé au CEGL de considérer l'ajout de participants supplémentaires. Après avoir reçu les mises à jour, le Secrétariat a mis à jour ces listes.
- Les commentaires du CEGL concernant tout conflit relatif aux dates proposées pour la réunion du CEGL de juin 2020 ont été sollicités, et, compte tenu des commentaires reçus, la date du 23 juin 2020 a été choisie pour cette réunion.
- On a demandé au CEGL de fournir des commentaires sur l'ébauche des Priorités binationales des Grands Lacs quant aux activités scientifiques et aux actions de 2020-2022 au Secrétariat au plus tard en janvier. Les commentaires ont été reçus.
- Chris fait savoir en ce qui concerne la dernière mesure de suivi – la finalisation par les Parties, au plus tard le 31 mars 2020, de l'ébauche des Priorités binationales des Grands Lacs quant aux activités scientifiques et aux actions de 2020-2022 – qu'elle n'est pas terminée. Chris explique que la finalisation a pris plus de temps que prévu, parce qu'il tenait à s'assurer de la clarté, de la concision et de la compréhensibilité de ces objectifs, mais aussi en raison du temps nécessaire pour l'examen de haut niveau à l'EPA.

Chris mentionne également que les documents d'information comprennent le résumé de la réunion de décembre 2019 ainsi que les documents d'information décrivant les activités propres aux annexes qui ont été achevées au cours des six derniers mois et les activités des six prochains mois. Il donne un aperçu général de l'ordre du jour, qui consiste en des présentations portant sur certaines questions clés relatives aux Grands Lacs aux fins de discussion.

*Voici un résumé concis des présentations faites lors de la réunion.*

## **REMISE EN ÉTAT DES SECTEURS PRÉOCCUPANTS DES GRANDS LACS DEPUIS 35 ANS : AVANCÉES PROGRESSIVES ET ESPOIR POUR L'AVENIR**

M. Chris Korleski présente M. John Hartig, conseiller en politiques scientifiques sur les Grands Lacs pour l'Association internationale de recherche sur les Grands Lacs et chercheur invité au Great Lakes Institute for Environmental Research (GLIER) de l'Université de Windsor. John décrit comment l'exploitation rapide des ressources naturelles et l'industrialisation ont entraîné la pollution des Grands Lacs et comment les plans d'assainissement pour les secteurs préoccupants (SP) visaient le nettoyage des zones les plus polluées des Grands Lacs. Depuis leur création, sept SP ont été retirés de la liste, deux ont été

désignés comme secteurs préoccupants en voie de rétablissement, et dix ont fait l'objet d'une mise en œuvre complète de la surveillance et des mesures d'assainissement déterminées. Au cours de la réalisation du programme (de 1985 à 2019), environ 22,78 milliards de dollars américains ont été dépensés par les États-Unis et le Canada. Il parle de plusieurs études de cas (y compris de la rivière Buffalo, de la communauté urbaine de Toronto, de la rivière Détroit) qui ont permis de quantifier les améliorations économiques résultant des activités d'assainissement. Pour terminer, il fait remarquer, entre autres, que la remise en état des SP devrait être considérée comme une dépense pour revitaliser les communautés avec un rendement des investissements supérieur à trois pour un.

## **IMPACTS DES NIVEAUX D'EAU ÉLEVÉS ET EFFORTS POUR AMÉLIORER LA RÉSILIENCE CÔTIÈRE AUX ÉTATS-UNIS**

M. Chris Korleski présente M. David Bucaro de l'Army Corps of Engineers, district de Chicago. David décrit les efforts déployés par les États-Unis pour lutter contre les impacts des niveaux d'eau élevés dans les Grands Lacs. Il commence par décrire les niveaux d'eau actuels et prévus dans les Grands Lacs. Après une décennie de bas niveaux d'eau, voire de niveaux qui n'ont jamais été aussi bas, les Grands Lacs ont connu, en peu de temps, une hausse et des sommets records. Il fait remarquer que la régularisation des débits (rivière Sainte-Marie et fleuve Saint-Laurent) ne peut pas empêcher que des niveaux d'eau extrêmement hauts ou bas se produisent ni réguler entièrement les niveaux d'eau. Il fournit ensuite des exemples de projets de restauration de l'U.S. Army Corps of Engineers (USACE) intégrant une conception résiliente, y compris ceux de la rivière Clinton (Michigan) et de la baie Braddock (New York). L'USACE se penche sur une étude plus complète pour aborder la protection et la résilience des berges dans les zones touchées par les inondations en raison des niveaux d'eau élevés des lacs. L'étude permettrait d'élaborer des plans de gestion à réaliser par les organismes fédéraux responsables et d'identifier des projets aux fins d'autorisation de construction.

## **SUBSTANCES PERFLUOROALKYLÉES ET POLYFLUOROALKYLÉES (PFAS) ET AUTRES NOUVEAUX CONTAMINANTS DANS DES SITES D'ENFOUISSEMENT UTILISÉS DANS LE PASSÉ EN ONTARIO**

M. Michael Goffin présente M. Jim Roy d'Environnement et Changement climatique Canada. Jim donne un aperçu d'une étude sur les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS) et autres nouveaux contaminants dans les sites d'enfouissement utilisés dans le passé en Ontario. Il mentionne qu'il existe plus de 4 000 sites d'enfouissement anciens ou vieillissants et qu'ils pourraient ne pas avoir de membranes d'étanchéité ni de systèmes de collecte du lixiviat. Dans cette étude, le lixiviat de vingt sites d'enfouissement a été analysé. Des PFAS ont été détectés dans des sites d'enfouissement datant des années 1960, mais les résultats étaient assez variables. Des sites d'enfouissement plus récents et des sites d'enfouissement à proximité de sites de formation des pompiers présentaient des concentrations élevées de PFAS. Le transport de substances chimiques dans le lixiviat vers les eaux de surface était également variable, se produisant dans certains endroits à des concentrations potentiellement pertinentes sur le plan environnemental. L'étude portait également sur les esters

organophosphorés (EOP), les bisphénols A et S, l'acide sulfamique, la cotinine (dérivé de la nicotine) et les édulcorants artificiels.

### **LOI SUR LES REJETS ACCIDENTELS DE NAVIRES (VESSEL INCIDENTAL AND DISCHARGE ACT OU VIDA) – PLAN DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT POUR LES LAQUIERS**

Au nom de M. Michael Goffin, M<sup>me</sup> Carla Torchia du Secrétariat du CEGL, ouvre la séance d'après-midi et présente M<sup>me</sup> Carolyn Junemann de la Maritime Administration et M<sup>me</sup> Holly Galavotti de l'EPA. Les présentatrices donnent un aperçu des efforts des États-Unis sur la technologie de traitement des eaux de ballast, y compris un nouveau plan de recherche et de développement sur les eaux de ballast dans les Grands Lacs. Le plan de recherche et de développement commencera par des consultations (virtuelles) des intervenants au cours de l'été. Les travaux futurs comprendront probablement : la détermination de méthodes et l'évaluation des coûts de gestion des eaux de ballast dans les Grands Lacs; l'élaboration d'un protocole d'essai de rendement pertinent pour les Grands Lacs; l'accélération de la mise au point de nouvelles technologies de traitement des eaux de ballast; les méthodes de surveillance; et l'évaluation du risque de transfert d'espèces aquatiques nuisibles à partir du rejet des eaux de ballast. Les présentatrices ont également fourni un résumé des règlements sur les eaux de ballast. La règle proposée par l'EPA pour les normes de rejet est en attente d'examen et d'approbation interorganismes; on s'attend à ce que la règle soit finalisée d'ici l'échéance de décembre 2020. La règle de la Garde côtière des États-Unis (USGC) sur la mise en œuvre et l'application des normes devrait être prête dans un délai de deux ans suivant les normes de rejet de l'EPA.

### **ESPÈCES AQUATIQUES ENVAHISSANTES – MISE À JOUR SUR LA CARPE ASIATIQUE**

M. Chris Korleski présente M. Mike Weimer de l'U.S. Fish and Wildlife Service, M. John Navarro du Department of Natural Resources de l'Ohio et M<sup>me</sup> Sarah Eddy de Pêches et Océans Canada.

M. Mike Weimer donne un aperçu du Plan d'action de 2020 de l'Asian Carp Response Coordinating Committee (ACRCC). La mission de l'ACRCC est de prévenir l'introduction et l'établissement de la carpe asiatique dans les Grands Lacs. Il s'agit d'un partenariat binational réunissant vingt-huit organismes/organisations fédérales, tribales, étatiques ou provinciales, américaines et canadiennes, qui a été créé en 2010 en raison de la menace croissante pesant sur les Grands Lacs en raison du déplacement vers l'amont de la carpe asiatique provenant du bassin de la rivière Mississippi. L'investissement annuel en 2020 des organismes participants s'élève à 24,8 millions de dollars, et 21 millions de dollars supplémentaires consacrés à des travaux améliorés sont financés par l'initiative de restauration des Grands Lacs. Les travaux dans le cadre du plan comprennent la surveillance ciblée des voies navigables de l'Illinois et des Grands Lacs, la réduction stratégique de la population de carpes asiatiques grâce à une récolte intensive, le déploiement d'efforts de prévention établis (p. ex. une barrière de dispersion électrique), la fermeture de liens épisodiques des voies navigables identifiés dans l'étude GLMRIS (Great Lakes and Mississippi River Interbasin Study) de l'USACE et la mise au point de nouvelles technologies de dissuasion.

M. John Navarro donne un aperçu des travaux de lutte contre la carpe de roseau menés dans le lac Érié. Les travaux sont guidés par la stratégie de réponse adaptative de cinq ans (2019-2023) du Comité du lac Érié de la Commission des pêcheries des Grands Lacs. Les principaux objectifs du plan sont l'élimination de 390 carpes de roseau par an et la réalisation d'études de faisabilité d'une barrière saisonnière, d'études pour déterminer la capturabilité de la carpe de roseau ainsi que de recherches supplémentaires pour comprendre les périodes de fraie. Le financement annuel total est réparti comme suit : 800 000 dollars en fonds de base des organismes concernés, 1 million de dollars de la Commission des pêcheries des Grands Lacs et 1,93 million de dollars en vue d'apporter des améliorations provenant de la GLRI. Les efforts d'élimination continuent d'être axés en priorité sur la rivière Sandusky, la rivière Maumee constituant une prioritaire secondaire.

M<sup>me</sup> Sarah Eddy donne un aperçu du Programme de lutte contre la carpe asiatique de Pêches et Océans Canada (MPO), en mettant l'accent sur les activités de surveillance aux fins de détection précoce de 2020. Le MPO accordera la priorité aux efforts dans les sites les plus à risque : le lac Érié et le corridor Huron-Érié. Le MPO coordonne les efforts de surveillance aux fins de détection précoce avec le ministère des Richesses naturelles et des Forêts (MRNF). De plus, le système de commandement d'intervention en cas d'incident (Incident Command Response System) a été perfectionné et est prêt à être mis en œuvre, sous la direction du MPO avec la participation du MRNF, au besoin.

## **DISCUSSION SUR LES NOTES D'INFORMATION RELATIVES AUX ANNEXES**

Au cours de la réunion, les participants ont eu l'occasion de faire des commentaires ou de poser des questions sur les travaux liés aux annexes et les notes d'information incluses dans la trousse d'information.

Les commentaires et questions soulevés par plusieurs participants portaient sur la carpe asiatique, y compris la reproduction de la carpe de roseau et la situation de ses populations ainsi que les utilisations commerciales potentielles des carpes asiatiques récoltées; les avantages de la collaboration continue entre les gestionnaires des pêches et les gestionnaires de la qualité de l'eau; et la technologie de traitement des eaux de ballast ainsi que la réglementation relative à ces dernières.

## **MISES À JOUR DES MEMBRES DU CEGL ET COMMENTAIRES DES OBSERVATEURS**

M. Andrew McAllister, Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), mentionne que le dépôt géologique en profondeur proposé (Ontario Power Generation) dans la région de Bruce le long du lac Huron a été suspendu à la suite du référendum mené auprès de la Nation des Ojibway de Saugeen dans le cadre duquel celle-ci a voté contre ce projet. Andrew mentionne que le processus de la Société de gestion des déchets nucléaires pour sélectionner un site de dépôt géologique en profondeur dans le but de stocker du combustible nucléaire irradié est en cours avec deux zones proposées – la région d'Ignace située à environ 250 kilomètres du lac Supérieur et la région de South Bruce à proximité du lac Huron. Les travaux, qui en sont à l'étape préalable à l'obtention de permis (pas encore de demande à la CCSN),

comprennent le forage de trous, des études géophysiques, la surveillance environnementale et la mobilisation des Autochtones. Enfin, Andrew fait savoir que la centrale nucléaire de Darlington, située environ 60 kilomètres à l'est de Toronto et du lac Ontario, a remis à neuf le réacteur de la tranche 2 et qu'il est de nouveau en service, et que trois autres réacteurs doivent être remis à neuf.

M. John Jackson, réseau binational « Toxic-Free Great Lakes » (Grands Lacs exempts de matières toxiques), indique que les travaux dans le cadre de l'annexe sur les produits chimiques sources de préoccupations mutuelles (PCSPM) sont considérablement retardés. Les réunions mensuelles se poursuivent, mais cinq des huit stratégies relatives aux PCSPM n'ont pas été achevées et n'ont pas été approuvées. La désignation de produits chimiques sources de préoccupations mutuelles accuse également un retard important. En mars 2017, quatre substances ont été proposées, mais aucune décision n'a été prise. Il se dit préoccupé par les obstacles aux progrès dans le cadre de cette annexe. M. Chris Korleski répond qu'il pense que son évaluation factuelle est exacte et indique qu'il peut difficilement faire avancer ces mesures plus rapidement.

Dr Javier Laureano, Région 2 de l'EPA, fait savoir que les progrès de l'EPA vont bon train en ce qui concerne l'assainissement du secteur préoccupant du Rochester Embayment. En 2019, toutes les mesures de gestion nécessaires pour éliminer les altérations des utilisations bénéfiques (AUB) ont été prises. Neuf des quatorze AUB ont déjà été éliminées. Trois d'entre elles devraient être éliminées d'ici septembre 2020, et les deux dernières, l'année prochaine, en 2021. L'EPA et ECCC évaluent s'il convient de réviser la concentration de phosphore dans l'AQEGL de 2012 et les objectifs concernant les charges de phosphore afin d'atteindre les objectifs relatifs à l'écosystème du lac Ontario. Javier mentionne que, pour l'Initiative de coopération pour la science et le suivi, 2020 est l'année de production de rapport pour le lac Ontario et que, plus tard cette année, SeaGrant publiera un rapport sur les activités financées par les États-Unis. Il souligne également que la conférence sur l'état du lac Ontario est désormais prévue pour mars 2021, alors qu'elle était initialement prévue en octobre 2020. Enfin, Javier fait remarquer que l'EPA a également élaboré une ébauche de rapport au Congrès pour le VIDA (*Vessel Incidental Discharge Act*), qui fait le point sur l'état actuel des programmes de contrôle et de prévention visant les espèces envahissantes dans ces deux bassins et dans lequel on prévoit d'utiliser les futurs crédits au titre du VIDA pour combler les lacunes dans ces programmes.

M<sup>me</sup> Jane Corwin, présidente de la Section américaine de la Commission mixte internationale (CMI), souligne la présence des autres commissaires de la CMI qui assistent à la téléconférence d'aujourd'hui, notamment M. Pierre Beland, président de la Section canadienne de la CMI ainsi que M. Rob Sisson et M. Lance Yohe du Montana et du Dakota du Nord, respectivement. Jane fait observer que la CMI a connu une première année très chargée depuis la nomination des six commissaires en mai 2019. Elle constate également que les niveaux des lacs ont atteint des sommets historiques – le niveau des quatre Grands Lacs d'amont est près ou au-dessus des niveaux records, tandis que le niveau du lac Ontario est inférieur au niveau de crue, mais supérieur à la moyenne à long terme. Elle ajoute que les niveaux d'eau extrêmes sont déterminés par la nature et que tous les ordres de gouvernement doivent travailler pour rendre les communautés riveraines plus résilientes. Jane mentionne que la Commission est sur le point de finaliser le contenu de son deuxième rapport (triennal) d'évaluation des progrès et que ce rapport sera publié plus tard cet été. Il résumera les commentaires du public et d'autres intervenants ainsi que

les commentaires et les recommandations de la CMI sur les répercussions des changements climatiques, la responsabilité des gouvernements, la transparence et la mobilisation du public. Jane souligne que le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'AQEGL est en 2022. Elle fait également remarquer que l'Accord comprend une disposition selon laquelle les Parties sont chargées d'examiner le fonctionnement et l'efficacité de l'Accord. Elle conclut en félicitant Chris et Michael pour l'organisation de cette réunion virtuelle du CEGl qui permet de continuer de faire avancer les différents dossiers. Chris remercie Jane et remercie les autres commissaires de leur présence.

M<sup>me</sup> Joy Mulinex, Commission du lac Érié de l'Ohio, fait observer qu'en dépit de l'impact de la pandémie de COVID sur les budgets de l'État, le gouverneur DeWine est en train de mettre en œuvre la quasi-totalité du financement de la première année de H<sub>2</sub>Ohio pour trois domaines prioritaires dans le bassin versant de la rivière Maumee. Joy souligne que près de 2 000 exploitants agricoles se sont engagés à mettre en place des pratiques agricoles dans leurs exploitations, à restaurer les milieux humides et à contribuer aux systèmes de traitement des eaux usées domestiques dans la région qui seront examinés par les services de santé du comté. Joy souligne également que l'Ohio interdira également toute immersion de déblais de dragage dans les lacs; cette interdiction prendra effet en juillet. Enfin, Joy mentionne et remercie les assemblées générales pour le crédit de 20 millions de dollars accordé aux projets locaux visant à réutiliser et à recycler tous les déblais de dragage.

M<sup>me</sup> Sandy Bihn, Lake Erie Waterkeeper, demande que les futures réunions du CEGl comprennent un compte rendu pour les 10 annexes de l'AQEGL avec une période de questions et réponses. Elle demande également que tous les comités des annexes et le CEGl lui-même évaluent les changements de la qualité de l'eau et des sources publiques d'eau potable dans les Grands Lacs et que l'on mette à jour l'indicateur de la qualité de l'eau potable des Grands Lacs pour tenir compte de l'évaluation scientifique des sources d'eau et des changements pour chaque période de rapport.

M<sup>me</sup> Lisa Janeiro, Caucus législatif des Grands Lacs-St-Laurent (Great Lakes-St. Lawrence Legislative Caucus, GLLC), souligne que le Caucus est une organisation binationale et non partisane de législateurs servant dans la région des Grands Lacs, fondé en 2003. Elle mentionne que de nombreux sujets à l'ordre du jour aujourd'hui – le nettoyage des SP et les avantages économiques qui résultent de ces investissements, les niveaux élevés des lacs et leur impact sur les communautés côtières, les éléments nutritifs et autres nouvelles substances chimiques préoccupantes qui affectent les ressources en eau potable et les espèces aquatiques nuisibles introduites ou se propageant dans les Grands Lacs par les eaux (de ballast) – nécessitent un investissement important de la part du gouvernement fédéral, des municipalités et des gouvernements des États et des provinces. Lisa souligne que l'impact économique de la pandémie de COVID aura des conséquences sur la capacité de consacrer les ressources nécessaires à certains des problèmes les plus importants pour la communauté des Grands Lacs. Elle ajoute qu'il sera nécessaire de gérer les attentes et d'assurer une coordination régionale afin d'identifier les investissements les plus essentiels et les plus avantageux pour la protection du public et de l'environnement, ainsi que de travailler ensemble en tant que communauté afin d'augmenter les investissements à la suite de la pandémie. Elle conclut en faisant remarquer que les investissements provenant spécifiquement des États et des provinces seront essentiels au succès collectif, et elle se dit

encouragée par le fait que le CEGL collabore avec les membres du Caucus, car il est important que les législateurs des États et des provinces participent à la discussion.

M. Michael Goffin, ECCC. Le premier ministre a demandé au ministre de l'Environnement et du Changement climatique, M. Jonathan Wilkinson, de créer, avec l'appui du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, une nouvelle Agence canadienne de l'eau pour collaborer avec les provinces, les territoires, les communautés autochtones, les autorités locales, les scientifiques et d'autres intervenants afin de trouver les meilleurs moyens de préserver la sécurité, la propreté et la bonne gestion de l'eau. Michael indique qu'une analyse complète est en cours et que l'effort portera sur la qualité et la quantité de l'eau en ce qui concerne les eaux de surface, les eaux souterraines et les eaux gelées. Michael mentionne qu'ECCC espère disposer d'un document de discussion d'ici la fin de l'automne et l'utiliser comme fondement d'une vaste mobilisation. Michael encourage le CEGL à se tenir informé à propos de l'Agence canadienne de l'eau et note que les gens ont la [possibilité de donner leur avis en ligne](#) sur les priorités de gestion de l'eau douce au Canada et les responsabilités d'une telle agence.

#### **MOT DE LA FIN ET PROCHAINE RÉUNION**

M. Chris Korleski souligne la nature changeante des défis auxquels le CEGL fait face, notamment la contamination chimique et les niveaux d'eau, et le défi supplémentaire que représente la pandémie. Il reste encore énormément de travail à faire, et le succès n'est possible que si les organismes continuent à travailler en partenariat les uns avec les autres. Il souhaite que la prochaine réunion puisse se dérouler en personne, mais reconnaît également que l'avenir est incertain.

M. Michael Goffin précise que deux séries de dates sont envisagées pour la réunion du CEGL de décembre : les 9 et 10 décembre, ou les 15 et 16 décembre. Il demande aux membres du CEGL de signaler tout conflit potentiel concernant ces dates. Il conclut en remerciant tout le monde pour leur participation.

#### **MESURES DE SUIVI**

- Les membres du CEGL et les observateurs sont invités à signaler tout conflit concernant les deux séries de dates proposées pour la réunion du CEGL de décembre 2020 (9-10 décembre et 15-16 décembre) en envoyant un courriel à : [ec.acegl-glwqa.ec@canada.ca](mailto:ec.acegl-glwqa.ec@canada.ca) et [glwqa@epa.gov](mailto:glwqa@epa.gov).



## PARTICIPANTS À LA RÉUNION DU CEGE, 4 ET 5 DÉCEMBRE 2019

*[d'après le courriel des participants au webinaire]*

**Participants du Canada**

1. Paul Allen	Commission mixte internationale
2. Janette Anderson	Environnement et Changement climatique Canada
3. Antonette Arvai	Commission mixte internationale
4. Sean Backus	Environnement et Changement climatique Canada
5. Sarah Bailey	Pêches et Océans Canada
6. David Burden	Commission mixte internationale
7. Jennifer Boehme	Commission mixte internationale
8. Mark Burrows	Commission mixte internationale
9. Shampa Chakraborty	Environnement et Changement climatique Canada
10. Adam Chamberlain	Georgian Bay Forever
11. Stacey Cherwaty	Environnement et Changement climatique Canada
12. Matthew Child	Commission mixte internationale
13. Russ Consor	Commission mixte internationale
14. Erika Klyszejko	Commission mixte internationale
15. Danielle Chesky	Commission mixte internationale
16. Gavin Christie	Pêches et Océans Canada
17. Steve Clement	Environnement et Changement climatique Canada
18. Jewel Cunningham	Parcs Canada
19. Sabrina Dadrian-Kassabian	Affaires mondiales Canada
20. Melissa DeYoung	Pollution Probe
21. Frances Delaney	Environnement et Changement climatique Canada
22. John Dungavell	Ministère des Richesses naturelles et des Forêts de l'Ontario
23. Sara Eddy	Pêches et Océans Canada
24. Susan Evans	Affaires mondiales Canada
25. Elizabeth Everhardus des Parcs de l'Ontario	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario
26. Bonnie Fox	Conservation Ontario
27. Danny Galarneau	Ressources naturelles Canada
28. Raj Gill	Fresh Water Alliance
29. Nancy Goucher	Université de Waterloo
30. Wellsley Hamilton	Environnement et Changement climatique Canada
31. Colin Henein	Transports Canada
32. Rachael Homewood	Affaires mondiales Canada
33. Sarah Hughes	Transports Canada
34. Susan Humphrey	Environnement et Changement climatique Canada
35. Jackson John	Toxics Free Great Lakes
36. Sharilyn Johnston	Première Nation Aamjiwnaang
37. Shaffina Kassam	Environnement et Changement climatique Canada
38. Rupert Kindersley	Georgian Bay Association
39. Bob Lambe	Commission des pêcheries des Grands Lacs

40. Christine Levicki	Santé Canada
41. Anastasia Lintner	Association canadienne du droit de l'environnement
42. John Marsden	
43. Valerie Marshall	Santé Canada
44. Masson Catherine	
45. Andrew McAllister	Commission canadienne de sûreté nucléaire
46. Daryl McGoldrick	Environnement et Changement climatique Canada
47. Sarah Miller	
48. Tricia Mitchell	Environnement et Changement climatique Canada
49. Mohamed Mohamed	Environnement et Changement climatique Canada
50. Anna Marie Muise	Environnement et Changement climatique Canada
51. David Nanang	Pêches et Océans Canada
52. Brayden Nilsen	Environnement et Changement climatique Canada
53. Scott Parker	Parcs Canada
54. Jacob Orlandi	Nation métisse
55. Robert Phillips	Commission mixte internationale
56. Quealey Patrick	Environnement et Changement climatique Canada
57. Sarah Rang	Centre de recherche sur les espèces envahissantes
58. Jenn Richards	Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires
rurales de l'Ontario	
59. Violeta Richardson	Environnement et Changement climatique Canada
60. Chris Robinson	
61. Mary-Ann Robinson	Environnement et Changement climatique Canada
62. Jim Roy	Environnement et Changement climatique Canada
63. Mitra Saidi	Services publics et Approvisionnement Canada
64. Emily Santoro	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et
des Parcs de l'Ontario	
65. Kelsey Scarfone	Environmental Defence
66. Rebecca Schroeder	Centre de recherche sur les espèces envahissantes
67. Lisa Sealock	Environnement et Changement climatique Canada
68. Shannon Seko	Transports Canada
69. Julie Simard	Ministère des Richesses naturelles et des Forêts de l'Ontario
70. Barbara Slezak	Services publics et Approvisionnement Canada
71. Nancy Stadler-Salt	Environnement et Changement climatique Canada
72. David Sweetnam	Georgian Bay Forever
73. Kate Taillon	Environnement et Changement climatique Canada
74. Douglas Tate	Parcs Canada
75. Mary Thiess	Pêches et Océans Canada
76. Allison Zejnati	Commission mixte internationale
77. Natalija Vojno	
78. Lizhu Wang	Commission mixte internationale
79. Adam Weir	Fédération des chasseurs et pêcheurs de l'Ontario (OFAH)
80. John Wilson	Commission mixte internationale
81. Ram Wilson	Environnement et Changement climatique Canada
82. Fe de Leon	Association canadienne du droit de l'environnement
83. Jovana Djermanovic	Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires
rurales de l'Ontario	
84. Valerie Hourdebaigt	Environnement et Changement climatique Canada

85. Gail Krantzberg	Université McMaster
86. Alesia Kurlek	Environnement et Changement climatique Canada
87. Paul Parete	Environnement et Changement climatique Canada
88. Sara Peckford rurales de l'Ontario	Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires
89. Raj Bejankiwar	Commission mixte internationale
90. John Higham	Transports Canada
91. Ash Kumar	Environnement et Changement climatique Canada
92. Ling Mark des Parcs de l'Ontario	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et
93. Felicia Minotti	Affaires mondiales Canada
94. Patty Ann Owl	Chefs de l'Ontario (Chiefs of Ontario)
95. Rebecca Schroeder	Centre de recherche sur les espèces envahissantes

### Participants des États-Unis

1. David Arquette	Haudenosaunee Environmental Task Force
2. Timothy Bruno Pennsylvanie	Department of Environmental Protection (DEP) de la
3. Rick Balla	EPA des États-Unis
4. Sandy Bihn	Lake Erie Waterkeeper
5. Peter Brandt	EPA des États-Unis
6. Todd Brennan	Alliance for the Great Lakes
7. Eric Brown	Commission des Grands Lacs
8. David Bucaro	U.S. Army Corps of Engineers (USACE)
9. Michelle Caldwell	Department of Environmental Management (DEM) de l'Indiana
10. James Clift Michigan	Department of Environment, Great Lakes, and Energy (EGLE) du
11. Jane Corwin	Commission mixte internationale
12. Carrie Coy	Little Traverse Bay Bands of Odawa Indians
13. Joshua Cummings	Department of State (DOS) des États-Unis
14. Jennifer Day	NOAA
15. Christopher Dere	EPA des États-Unis
16. Michele Fafette	EPA des États-Unis
17. Jack Faulk	EPA des États-Unis
18. Emily Finnell Michigan	Department of Environment, Great Lakes, and Energy (EGLE) du
19. Stephen Galarneau Resources (DNR)) du Wisconsin	Department of Natural Resources (Department of Natural
20. Holly Galavotti	EPA des États-Unis
21. Daniel Gurdak	EPA des États-Unis
22. Patrick Hanchin Michigan	Department of Environment, Great Lakes, and Energy (EGLE) du
23. John Hartig Lacs/International Association of Great Lakes Research (IAGLR)	Association internationale de recherche sur les Grands
24. Kristina Heinemann	EPA des États-Unis
25. Gail Hesse	National Wildlife Fund

26. Elizabeth Hinchey	EPA des États-Unis
27. Rick Hobrta Michigan	Department of Environment, Great Lakes, and Energy (EGLE) du Michigan
28. Shannon Holsey	Stockbridge-Munsee Community Band of Mohican Indians
29. Jon Hortness	United States Geological Survey (USGS)
30. Isham Michael	Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission
31. Lisa Janairo	Council of State Governments
32. Theo Jass	EPA des États-Unis
33. Erika Jensen	Commission des Grands Lacs
34. Jessica Jock	St. Regis Mohawk Tribe
35. Bretton Joldersma Michigan	Department of Environment, Great Lakes, and Energy (EGLE) du Michigan
36. Carolyn Junemann (MARAD)	Department of Transportation (DOT) – Maritime Administration
37. Jennifer Kanine	Pokagon Band
38. Tyler Kaspar	1854 Treaty Authority
39. Tiffani Kavalec	EPA Ohio
40. Roger Knight	Commission des pêcheries des Grands Lacs
41. Ben Koski	Forest County Potawatomi
42. Robert Kraska	US Fish and Wildlife Service (USFWS)
43. Sue Kueste	Department of State (DOS) des États-Unis
44. Hala Kuss	Department of Environmental Management (DEM) de l'Indiana
45. Michael Kuzia-Carmel (DEC)	New York State Department of Environmental Conservation
46. Eda Lam	EPA des États-Unis
47. Madeline Lambrix	EPA des États-Unis
48. Charles Lawson	Commission mixte internationale
49. Jim Lehnen (DEC)	New York State Department of Environmental Conservation
50. Sarah LeSage Michigan	Department of Environment, Great Lakes, and Energy (EGLE) du Michigan
51. Tony Martig	EPA des États-Unis
52. Edwin Martinez	United States Department of Agriculture (USDA)
53. Ann McCammon Soltis	Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission
54. Caroline Moellering	Little Traverse Bay Bands of Odawa Indians
55. David Morrison	Department of State (DOS) des États-Unis
56. Joy Mulinex	Office of Governor of Ohio
57. Michael Murray	National Wildlife Foundation
58. Sonny Myers	1854 Treaty Authority
59. John Navarro	Department of Natural Resources (DNR) de l'Ohio
60. Tammy Newcomb	Department of Natural Resources (DNR) du Michigan
61. Linda Nguyen	Red Cliff Band of Lake Superior Chippewa
62. Darren Nichols	Commission des Grands Lacs
63. Lori Nordstrom	US Fish and Wildlife Service (USFWS)
64. Eric Olsen	Grand Traverse Band of Ottawa and Chippewa Indians
65. Mario Paula	EPA des États-Unis
66. Harold Peterson	Bureau of Indian Affairs
67. Bruno Pigott	Department of Environmental Management (DEM) de l'Indiana

68. Carl Platz	U.S. Army Corps of Engineers (USACE)
69. Matt Preisser Michigan	Department of Environment, Great Lakes, and Energy (EGLE) du Michigan
70. Howard Reeves	United States Geological Survey (USGS)
71. Michael Russ	EPA des États-Unis
72. Nadia Sbeih	Department of State (DOS) des États-Unis
73. Victor Serveiss	Commission mixte internationale
74. Aisha Sexton-Sims	EPA des États-Unis
75. Rob Sisson	Commission mixte internationale
76. Kushal Som	EPA des États-Unis
77. Michael Spinar	Department of Environmental Management (DEM) de l'Indiana
78. Kurt Thiede	EPA des États-Unis
79. Lorne Thomas	United States Coast Guard (USCG)
80. Tom Thompson	Department of Transportation (DOT)
81. Jim Tierney (DEC)	New York State Department of Environmental Conservation
82. Marc Tuchman	EPA des États-Unis
83. Elizabeth VanRabenswaay	EPA des États-Unis
84. Jennifer Vanator	Great Lakes Indian Fish and Wildlife Commission
85. Nick Vrevich	United States Forest Service (USFS)
86. Charles Wooley	US Fish and Wildlife Service (USFWS)
87. Michael Weimer	US Fish and Wildlife Service (USFWS)
88. Ronda Wille	Commission des Grands Lacs
89. Erin Williams	National Park Service
90. Santina Wortman	EPA des États-Unis
91. Lance Yohe	Commission mixte internationale
92. Don Zelazny (DEC)	New York State Department of Environmental Conservation